**841 Le Kazakhstan, à majorité musulmane, interdit la burqa et le niqab dans les lieux publics**



Par Théo Sivazlian avec Reuters. 02-07-2025 13 h 18

Lundi 30 juin, le président kazakh Kassym-Jomart Tokaïev a signé une loi interdisant de porter des vêtements couvrant le visage dans les lieux publics. L’occasion, selon lui, de célébrer l’identité ethnique du pays.

Après avoir qualifié en mars 2024 le niqab de vêtement « désuet imposé aux femmes kazakhes par des individus radicalisés », Kassym-Jomart Tokaïev est passé à l’action.

Le président kazakh a signé lundi 30 juin une loi interdisant aux individus de porter dans les lieux publics des vêtements couvrant leur visage, rejoignant ainsi la tendance de plusieurs pays d’Asie centrale à restreindre les formes de vêtements islamiques.

Le texte de loi, qui ne mentionne pas explicitement la religion, stipule que les vêtements qui « interfèrent avec la reconnaissance faciale » seront interdits en public avec des exemptions à des fins médicales, lors de conditions météorologiques défavorables ou durant des événements sportifs et culturels.

**« Préférable de porter des vêtements dans le style national »**

Kassym-Jomart Tokaïev, musulman lui-même, a déjà fait l’éloge de cette législation, qu’il considère comme une occasion de célébrer l’identité ethnique au Kazakhstan, pays majoritairement musulman - environ 70% des habitants - et ancienne république soviétique. « Plutôt que de porter des robes noires qui cachent le visage, il est préférable de porter des vêtements dans le style national », a-t-il déclaré au début de l’année, cité par les médias kazakhs.

« Nos vêtements nationaux soulignent de manière éclatante notre identité ethnique, et nous devons donc les populariser de manière globale ». Il y a deux ans, le gouvernement kazakh avait déjà pris la mesure d’interdire le port du foulard à l’école, affirmant qu’il contrevenait aux politiques relatives aux uniformes scolaires. D’autres pays d’Asie centrale ont d’ailleurs adopté des lois similaires ces dernières années.

Au Tadjikistan, le président Emomali Rakhmon a signé une interdiction de porter en public des vêtements « étrangers à la culture nationale ».

Au Kirghizstan, la police effectue des patrouilles dans les rues pour faire respecter l’interdiction du niqab, selon les médias locaux.

En Ouzbékistan enfin, la violation de la loi sur le niqab est passible d’une amende de plus de 250 dollars. Le pays avait interdit la burqa en 2023, le ministère de la Justice invoquant comme principale justification la nécessité de maintenir l’ordre et la sécurité publics.